



## ÇA MÉRITE UNE EXPLICATION....

Sept organisations syndicales ont décidé de faire circuler une pétition sur deux revendications :

- L'augmentation de la valeur du point d'indice dès 2013 ;
- Une politique de l'emploi à la hauteur des besoins du service public, impliquant l'arrêt des suppressions d'emplois et la création des emplois nécessaires.

**FO** ne s'est pas associée à cette initiative, car cette pétition ne reprenait pas l'ensemble des revendications inscrites dans le communiqué commun du 1er février.

Pour **FO** cette pétition devait reprendre les revendications ci-après :

- L'amélioration du pouvoir d'achat, en priorité, par l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice de 5 % tout en prenant en compte le rattrapage des dernières années ;
- L'amélioration du déroulement de carrière de tous les agents par la refonte et la revalorisation des grilles indiciaires des catégories C, B et A ;
- L'arrêt des suppressions d'emploi et des créations partout où c'est nécessaire ;
- Une véritable rupture par rapport à la RGPP et l'arrêt de la MAP ;
- L'arrêt de l'Acte III de décentralisation dans son orientation actuelle et des expérimentations comme le Conseil d'Alsace.
- L'amélioration et le renforcement du Statut général, dans le respect des spécificités de chaque versant ;
- L'abandon de la loi HPST et ce, afin de garantir l'exercice d'un véritable service public hospitalier.

Compte tenu des annonces publiées dans la presse ces derniers jours sur les cinq milliards d'économie qui affecteraient la Fonction publique dans les années à venir, une pétition nationale ne reprenant pas l'ensemble des revendications portant sur la défense du Service public républicain et celle du Statut ne peut être acceptée par **FO**.



La Fonction publique et ses agents, déjà soumis au régime sec après 5 ans de RGPP, continuent donc d'être les variables d'ajustement des politiques budgétaires. Après une 3ème année annoncée de gel du point d'indice, de restructurations continues des services avec la MAP (Modernisation de l'action publique), de suppressions d'effectifs sans précédent dans certains ministères au prétexte de redéploiement dans d'autres, ce nouveau tour de vis dangereux serait une attaque de plus contre le service public républicain.

En effet :

- Alors même que les services départementaux de l'Etat (DDI, Préfectures et Sous-Préfectures) sont en danger quant à leur présence même sur le territoire en raison de velléités fortes de l'exécutif de mutualiser, fusionner et supprimer de nombreuses directions ou services,

- Alors même que l'acte III de décentralisation va entraîner des transferts de missions de l'Etat vers les collectivités territoriales dont chacun ignore l'ampleur en raison de possibles expérimentations allant au-delà des transferts déjà ciblés dans le projet de Loi,

la Loi de Finances 2013 et le budget triennal 2013-2015 prévoient déjà de diminuer les moyens de fonctionnement des administrations de 15 %.



-Comment faire avec toujours moins d'effectifs et toujours moins de moyens ?

-Comment assurer un service public de qualité aux usagers ?  
Voire même tout simplement assurer le service public ?

-Comment assurer la sécurité sanitaire et alimentaire... tant remise en cause ces dernières semaines avec le scandale de la viande de cheval et de la viande avariée ?

-Comment assurer le contrôle et le recouvrement des impôts, taxes, etc. ?

Ces quelques interrogations ne concernent qu'une partie des missions essentielles de service public. Elles démontrent que, si ces nouvelles économies se confirmaient, cela entraînerait une régression sans précédent du service public.

**FO** rappelle sa totale opposition à toutes contraintes supplémentaires imposées au Service public, à la Fonction publique et à ses agents. Plus que jamais elle exige un véritable débat de fond sur l'avenir du Service public, son rôle et ses missions.

Si les lettres de cadrage devaient confirmer de nouvelles restrictions, **FO** considèrera que le gouvernement a fait le choix d'affaiblir la fonction publique pour mieux la privatiser ensuite avec le coût d'accès que cela représenterait pour les usagers, et les conséquences en matière d'égalité de traitement.

**FO** combattra cette orientation et défendra le Service public garant de notre République et de l'égalité des droits de nos concitoyens. A bon entendre !

## SERVICE PUBLIC : DE L'INACCEPTABLE AU POINT DE NON-RETOUR... ?

Le 6 mars 2013, le journal « *Le Monde* » évoque les futures mesures que souhaiterait prendre le gouvernement dans le cadre du prochain projet de Loi de finances. Selon cet article, 4 milliards d'euros d'économies supplémentaires seraient demandés à l'ensemble des ministères.

Si cette information devait être confirmée dans les prochains jours par les lettres de cadrage envoyées par le 1er ministre aux différents ministres, **FO** affirme que cela aboutirait à dégrader plus encore la capacité des services à assurer leurs missions de service public.

